



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la délibération:
Point d'Accès au Droit de la Dracénie - Convention CDAD/CAD - Avenant n° 2

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 21/10/2015

Transmis le : 21/10/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a créé un Point d'Accès au Droit (PAD) par délibération du 17 décembre 2008.

Un an après, le 8 décembre 2009, son Président signalait, pour 3 ans, la convention constitutive du Point d'Accès au Droit de la Dracénie avec Messieurs le Président du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) du Var, le Commissaire du Gouvernement du CDAD du Var, le Président du Tribunal de Grande Instance de Draguignan, le Procureur de la République près dudit Tribunal, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Draguignan, le Président du Conseil régional, le Directeur du Service Pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) et le Directeur Départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PIJ).

Cette convention a été suivie d'autres partenariats pour la mise en place de consultations des notaires, des huissiers et du Centre d'Information des Droits des Femmes et de la Famille (CIDFF).

Un avenant n° 1 à cette convention a été adopté par délibération du 19 décembre 2012 pour 3 ans et arrive à échéance en fin d'année 2015 ;

En 2014, le nombre d'usagers ayant fait appel aux services du PAD a été de 3973 personnes. Pour les 6 premiers mois de l'année 2015 la fréquentation du PAD se chiffre à 2.531 contacts. Cette augmentation est due à la nouvelle situation géographique du Point d'Accès au Droit, proche de la gare routière et à un accroissement des situations difficiles liées aux thèmes de consultation du PAD (famille, logement, travail, pénal, etc.)

Le comité de pilotage du Point d'Accès au Droit, réuni le 24 juin dernier, a validé le rapport d'activités 2014 et reconnu l'efficacité et l'utilité de ce service sur le territoire de la CAD.

A l'appui de ce bilan positif, le CDAD du Var souhaite renouveler le partenariat pour trois ans par un avenant n° 2 à la convention constitutive pour les années 2016, 2017 et 2018, ci-joint.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Politique de la Ville en date du 10 septembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention constitutive de partenariat pour le Point d'Accès au Droit de la Dracénie joint en annexe;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous actes et documents relatifs à la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Olivier Audibert-Troin
Président
Député du Var

Transmis le : 01/10/2015

au Représentant de l'Etat,
conformément aux dispositions

ANNEXE 1

**Convention de partenariat ayant pour objet la reconduction du
POINT D'ACCES AU DROIT DE LA DRACENIE**

Avenant 2 à la convention constitutive du Point d'Accès au Droit de la Dracénie en date du 8 décembre 2009, renouvelée par l'avenant n°1 en date du 6 mai 2013.

Entre

- Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD 83) du Var, représenté par son président
- Le commissaire du gouvernement du CDAD 83, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Toulon,
- Le président du tribunal de grande instance de Draguignan,
- Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Draguignan
- Le bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Draguignan
- Le directeur départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Var
- Le directeur départemental du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Var
- La région Provence-Alpes-Côte d'Azur représenté par son président

ET

- La Communauté d'Agglomération Dracénoise représentée par son président

Historique

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Var, le Conseil Régional, le Tribunal de Grande Instance de Draguignan, la Communauté d'Agglomération Dracénoise, et l'Ordre des Avocats du Barreau de Draguignan ont entendu unir leurs efforts pour développer une politique d'aide à l'accès au droit, au sens de l'article 53 de la Loi N°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique dans sa rédaction issue de la Loi N°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.

A cette fin, ils ont décidé de créer, le "Point d'Accès au Droit de la Dracénie" (ci-après PAD) le 8 décembre 2009.

Ce dispositif a pour but de faciliter l'accès au droit des habitants de l'agglomération dracénoise et de ses environs, en mettant à la disposition du public :

- un service d'accueil gratuit et confidentiel ;
- une aide pour l'accomplissement des démarches nécessaires à l'exercice d'un droit ou à l'exécution d'une obligation ;
- des informations dans différents domaines du droit ;
- un accès à des consultations juridiques gratuites pour les usagers ;
- un accès à des modes alternatifs de résolution des conflits tels que la conciliation et la médiation ;
- un accès à plusieurs services de la justice.

A ce titre, ce Point d'Accès au Droit accueille divers intervenants relevant des professionnels du droit et du secteur associatif et sert de relais aux structures chargées de mettre en œuvre et de suivre des actions de prévention.

Un partenariat entre le CDAD 83, la chambre départementale des notaires du Var et la chambre départementale des huissiers de justice du Var a permis de mettre en place des permanences.

Considérant

- que les bilans positifs présentés aux comités de pilotage de ce dispositif démontrent son efficacité et un besoin croissant de la population de l'agglomération dracénoise en matière d'accès au droit ;

Il a été convenu du renouvellement de la convention partenariale du PAD de la Dracénie.

1. Durée de la convention

La convention est reconduite pour une durée de trois ans à compter de la signature de ce présent avenant.

Elle pourra aboutir à d'autres formes de collaboration que celles prévues et à la mise en place de permanences avec de nouveaux intervenants, les principes généraux n'étant pas modifiés pour autant. Leurs aménagements éventuels proposés par l'une ou l'autre des parties contractantes et arrêtés d'un commun accord feront l'objet d'une délibération en comité de pilotage.

2. Résiliation

Le présent avenant est signé pour une durée de trois ans à compter de sa signature et pourra être dénoncé annuellement, sous un préavis de trois mois, par chacun des signataires. La convention peut être reconduite, par la signature d'un avenant, par période de trois ans.

Chaque partenaire s'engage à faire part à l'autre des difficultés d'application de la convention et à répondre à toute demande de réunion formulée par l'un des partenaires

Fait à Draguignan le
En 11 exemplaires de 2 pages

Le président du CDAD du Var

Le président de la communauté
d'agglomération Dracénoise

Le commissaire du gouvernement
du CDAD du Var, procureur de la République près le
tribunal de grande instance de Toulon

Le président du tribunal de grande Instance
de Draguignan

Le procureur de la République près le tribunal de
grande instance de Draguignan

Le président de la région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de
Draguignan par délégation, membre du conseil de
l'ordre

Le directeur départemental de la
protection judiciaire de la jeunesse du Var

Le directeur départemental du service pénitentiaire
d'insertion et de probation du Var